

***Arrêté portant prescriptions complémentaires applicables à l'établissement  
Fayence Assainissement, exploité par la société SAUR à Tourrettes***

***Le préfet du Var,***

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L181-14, R181-45 et R181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu le décret n° 2023-153 du 2 mars 2023 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique n° 2791 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009 portant autorisation d'exploiter une installation de traitement des déchets par la société Fayence Assainissement, située, quai Jas de la Maure, sur la commune de Tourrettes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 2012 portant prescriptions complémentaires aux installations de la société Fayence Assainissement, situées à Tourrettes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2018 portant prescriptions complémentaires aux installations de la société Fayence Assainissement situées, quai Jas de la Maure, 83440, Tourrettes ;

Vu le dossier en date du 10 janvier 2025, adressé par la société Fayence Assainissement, portant à la connaissance du préfet une modification notable concernant l'implantation d'une citerne souple de 1 000 m<sup>3</sup> destinée à stocker les effluents excédentaires de l'unité de compostage de la SAUR à Tourrettes avant traitement ;

Vu la demande de changement d'exploitant adressée au préfet par la société SAUR, le 22 décembre 2025, relative aux installations « Fayence Assainissement » précitées ;

Vu le rapport en date du 18 mars 2026 et le projet d'arrêté complémentaire adressés par l'inspecteur de l'environnement, sous pli recommandé avec accusé de réception, à l'exploitant, consécutifs à la visite d'inspection du 26 janvier 2026, pour lui permettre, notamment, dans le cadre de la procédure contradictoire, de formuler d'éventuelles observations sur le projet susdit ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant concernant le projet d'arrêté, visé supra ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R181-18 et R181-21 à R181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu d'acter le changement d'exploitant de l'établissement Fayence Assainissement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour le libellé de la rubrique de la nomenclature pour laquelle l'activité de l'établissement Fayence Assainissement est autorisée suite à la parution du décret n° 2023-153 du 2 mars 2023 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les prescriptions applicables à l'exploitation au regard de la mise en œuvre d'une bache de récupération de 1000m<sup>3</sup> permettant d'acheminer les eaux polluées excédentaires de la plateforme de compostage, située en contre-bas de l'établissement Fayence Assainissement ;

Considérant qu'au regard des constats réalisés par l'inspection le 26 janvier 2026, il y a lieu de modifier les prescriptions applicables à l'exploitation de l'établissement Fayence Assainissement en ce qui concerne les modalités de récupération des effluents pollués qui ne pourraient s'infiltrer sur la zone d'épandage ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Identification**

La société SAUR, SIRET n° 339 379 984 05975, dont le siège social est situé, 11 chemin de Bretagne, 92130 Issy-les-Moulineaux, exploitant de l'installation dénommée « Fayence Assainissement », située, quai Jas de La Maure à Tourrettes (83440), est tenue de respecter, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, les dispositions suivantes.

### **Article 2 - Nature des activités**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009, modifié par



l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2018, sont remplacées par les dispositions suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Libellé de la rubrique</i>	<i>Volume de l'activité</i>
2791-1	Autorisation	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : <b>1.</b> supérieure ou égale à 10 t/j ;	49 t/j

### **Article 3 - Consistance des installations**

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La superficie du site comprenant l'ensemble des installations s'élève à 8,4 ha localisés sur la parcelle n° 15, section H. Le site est entièrement clôturé.

Le site est constitué de 5 zones :

- une zone de stockage des effluents issus de la plateforme de compostage, située en contre-bas du site et acheminés par une conduite aérienne (1000m<sup>3</sup>) ;
- une zone dite de lagunage/décantation (1.45 ha) ;
- une zone de stockage tampon des effluents clarifiés mais non traités ;
- une zone dédiée à l'installation de traitement des effluents clarifiés ;
- une zone d'épandage des effluents traités (1.6 ha).

Seule la zone dédiée aux différents équipements est bâtie. Cette zone est clôturée, à l'intérieur même du périmètre global du site.

Cette zone est constituée :

- d'un ensemble de bassins successifs en génie civil, reliés entre eux par une série de pompes de relevage et de filtres (...)
- d'un local technique et d'un abri pour le personnel en charge de l'exploitation quotidienne des installations ;
- d'un groupe électrogène d'une puissance inférieure au seuil de classement de la rubrique ICPE 2910 ;
- d'une réserve de FOD nécessaire au fonctionnement du groupe électrogène. »

### **Article 4 - Récupération des effluents pollués sur la zone d'épandage**

Les dispositions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La zone d'épandage est bordée sur toute la périphérie, de fossés destinés à améliorer les drainages internes des sols.

Les eaux polluées qui ne pourraient pas s'infiltrer sur la zone d'épandage sont récupérées dans le fossé sud, puis réacheminées vers la première lagune. »

#### **Article 5 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tourrettes et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Tourrettes pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 - Délais et voies de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 7 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Tourrettes, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la sous-préfète de Draguignan, au président de la communauté de communes du Pays de Fayence, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

**20 AVR. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**LUCIEN GIUDICELLI**